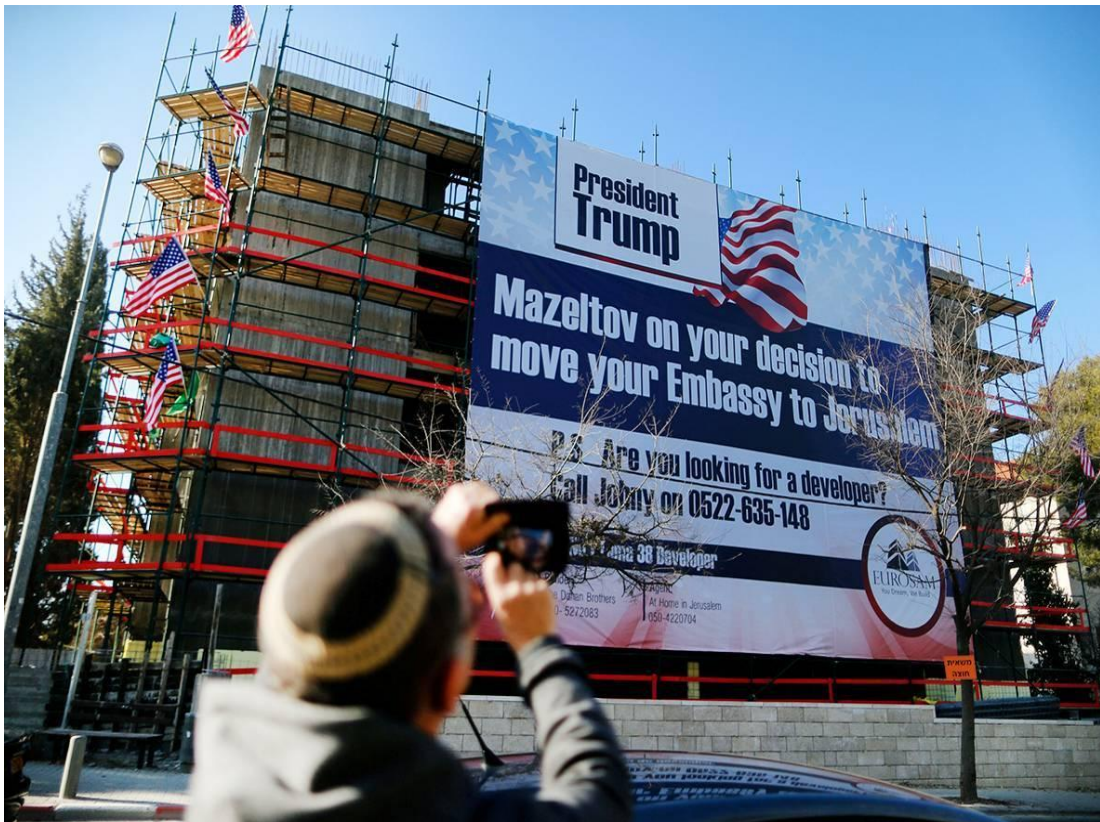


## Jérusalem, nouvelle capitale d'Israël?



Derrière la question de Jérusalem, se profile celle du destin de la Palestine : la relance du processus de paix, dans l'esprit du droit international, amenant à la reconnaissance de 2 Etats (l'un arabe et l'autre juif) ayant Jérusalem, respectivement Est et Ouest, pour capitales, est-elle toujours d'actualité ? Ou bien les derniers événements, colonisation et transfert de l'ambassade américaine dans cette dernière, ne laissent-ils pas plutôt penser que ce processus est désormais mort et enterré ? Dans un Moyen-Orient en crise – 'printemps arabes', chaos syrien, djihadisme, faiblesse irakienne, nucléaire iranien – le conflit israélo-palestinien, d'une part, n'est plus l'unique priorité de la région et, d'autre part, Israël ayant presque entièrement conquis les territoires palestiniens, l'option radicale d'un seul Etat –Israël- avec Jérusalem comme 'nouvelle' capitale n'est elle pas devenue la seule et unique issue de la question israélo-arabe ?

Dans une tribune au *Monde* (*Le Monde* du 15 mai 2018), un collectif de personnalités souhaite la tenue d'une conférence internationale, basée sur des résolutions des Nations Unies, pour un règlement du conflit israélo-palestinien. A la suite du transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem après la décision de Donald Trump, les Etats-Unis mettent à mal leur rôle de « médiateur impartial »<sup>i</sup> - position tout de même assez ambiguë compte tenu de leur soutien indéfectible à Israël - qu'ils tiennent depuis quarante ans.

Ces personnalités considèrent que c'est à l'Union Européenne d'agir en abandonnant une attitude passive voire frileuse, née du traumatisme du génocide juif lors de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, déclarent-ils, une initiative européenne pour « respecter le droit, ramener un Etat – Israël – à la raison voire le sanctionner, reconnaître l'Etat de Palestine – en particulier, par la France – n'est en rien antisémite ». Seul un tel rééquilibrage peut faire espérer un retour à l'établissement de deux Etats selon les frontières de 1967, dans la continuité du vœu originel : trouver un refuge aux survivants de la Shoah sans déposséder les Palestiniens d'une grande partie de leur pays.

D'ailleurs, cette solution, à deux Etats, correspondrait à l'opinion majoritaire dans une société israélienne vivant dans un Etat démocratique<sup>ii</sup>.

Dans un article plus ancien (*Le Monde* du 8 décembre 2017, mis à jour le 14 mai 2018), trois journalistes s'interrogeaient sur la décision de Donald Trump de reconnaître la Ville Sainte capitale de l'Etat Hébreu et ses conséquences sur le conflit israélo-palestinien.

Historiquement, Jérusalem (foyer de sainteté pour les trois religions monothéistes) est une ville qui cristallise les tensions, exacerbe les discours et reste au cœur de toutes les crises du conflit israélo-palestinien. On peut rappeler qu'en 1948 (Israël fête, cette année, le soixante-dixième anniversaire de sa création), la ville est exclue du plan de partage mais la partie Ouest est annexée, par Israël, en 1949. En 1967, Israël définit une ligne de partage de la ville : la ligne verte.

Puis, en 1980, Israël déclare 'sa capitale unique et indivisible' comme 'capitale réunifiée'. Enfin, en 1993-1994, lors des accords d'Oslo, Jérusalem a largement contribué à l'échec de ces accords, jamais réellement relancés depuis les années 2000. Actuellement, la partie Ouest, où se trouvent les institutions d'Israël (la Knesset et la plupart des ministères, la Banque Centrale...), est presque exclusivement peuplée de juifs (290 000 sur 300 000 habitants). La partie Est, revendiquée par l'Autorité palestinienne, est peuplée par près de 500 000 habitants, dont 60 % d'Arabes et 40 % de juifs. Elle comprend la vieille ville, où se trouvent les lieux sacrés.

Politiquement, le président américain met en œuvre, comme promis lors de sa campagne, une décision votée par le Congrès en 1995 (Jerusalem Embassy Act) mais il le fait en dehors de tout contexte favorable au processus de paix. Bien qu'isolé internationalement, Donald Trump ne rencontre pas de réelles difficultés avec les pays arabes alliés des Etats-Unis (l'Egypte a besoin de l'appui financier de Washington, l'Arabie Saoudite compte sur le soutien américain face à l'Iran). Quant à l'Autorité palestinienne qui administre la Cisjordanie, elle a besoin de financer son budget auprès des Occidentaux et doit coopérer avec Israël contre le Hamas, très présent à Gaza, qui appelle à une « nouvelle Intifada ».

Au-delà de l'aspect politique, l'attitude américaine, révélatrice de sa proximité et du lien de confiance avec Israël, accompagne des changements anciens et profonds qui influencent l'issue possible du conflit israélo-palestinien<sup>iii</sup>.

Ainsi, depuis la création d'un Etat en 1948 et la mainmise sur la Cisjordanie en 1967, la politique israélienne d'aménagement du territoire a intelligemment transformé l'occupation militaire en une annexion civile de territoires palestiniens. Ces aménagements (kibboutz, villes nouvelles, nouveaux quartiers, logements neufs, nouvelles routes, tunnels, ponts, grillages et murs... de séparation comme autour de Jérusalem-Est) ont permis de décupler, depuis 1948, la population juive s'élevant aujourd'hui à plus de 6 millions d'habitants. Cette politique a permis l'aliénation et l'isolement des Palestiniens qui n'ont plus accès au réseau routier récent, dépendent des ressources de l'Etat d'Israël (par exemple, à Gaza, l'électricité peut être coupée à tout moment) et peuvent subir des représailles militaires. Cette efficacité remarquable dans le fractionnement du territoire palestinien rend presque impossible tout retour en arrière voire même la création d'un Etat palestinien donc une solution à deux Etats.

L'autre élément est démographique : plus de 13 millions d'habitants, à 50% juif et à 50% arabe, vivent sur ce territoire, avec une croissance élevée dans une partie de la population juive. Cet aspect, à l'horizon 2040-2050, renforce la stratégie israélienne d'une solution à un seul Etat. Il resterait cependant à réussir « l'émigration de la jeunesse palestinienne ou l'expulsion de la population arabe vers des pays voisins : les conditions d'un exode ne sont pas réunies aujourd'hui mais qu'en sera-t-il dans 20 ou 30 ans ? » Sinon, le maintien à long terme d'une domination sans partage d'Israël peut sembler illusoire.

Meije DUMONT (1ES2), le 10 juin 2018.

---

<sup>i</sup> Gilles Paris (correspondant à Washington) Le Monde 07.12.2017

<sup>ii</sup> David Elkaïm (chercheur au Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R), enseignant à Sciences Po, auteur d'ouvrages sur Israël, dont 'Histoire des guerres d'Israël, de 1948 à nos jours')

<sup>iii</sup> Philippe Subra (professeur à l'Institut français de géopolitique de l'université Paris-VIII)